

DÉCRYPTAGE

Vers une généralisation des grèves ?
Comment et pourquoi #ToutBloquer ?

MENSUEL

Unité !

N°4
SEPT.
2025

Unité
CGT

**Tous et toutes
en lutte dès
le 10 septembre !**

#ToutBloquer par la grève

INTERNATIONALISME

La Fédération
Syndicale Mondiale
en action contre la
guerre impérialiste

ENTRETIEN

Avec le secrétaire
général de la CGT
Energie Paris

LA GUERRE SOCIALE

Luttes,
mobilisations et
grèves en France



#ONBLOQUETOUT

Un nouveau cycle de guerre de classes s'ouvre à partir de ce mois de septembre. La date du 10 septembre, annoncée depuis juillet pour un « blocage total » du pays, fédère de très nombreuses colères. En réalité, cette mobilisation fait écho au puissant mouvement des Gilets Jaunes de 2018 et aux mobilisations sociales contre les réformes des retraites.

Deux ans après l'échec lamentable de la stratégie de l'intersyndicale en 2023, cette rentrée sociale fait converger d'un même mouvement différentes franges du monde du travail.

D'ores et déjà, des milliers de travailleurs et travailleuses des industries électriques et gazières sont en grève reconductible depuis le 2 septembre. Cette grève massive et offensive pour les salaires et les justes prix peut être la locomotive qui donne force et confiance à l'ensemble des travailleurs. Mieux encore, cette grève a pour objectif de faire jonction avec le 10 septembre qui peut être une nouvelle étape dans la généralisation des grèves.

« On ne veut plus » : le projet de budget 2026, monstruosité antisociale, a été pour beaucoup la goutte de trop. La liste des mesures envisagées est d'une violence inouïe contre nos conquies sociaux, nos salaires et nos conditions de travail : suppression de 2 jours

fériés, gel des pensions de retraites et des prestations sociales, déremboursement de médicaments, révision du statut d'affection longue durée, saignée des collectivités territoriales et donc, de nos Services publics, attaques du droit du travail et de l'assurance chômage...

Le Premier ministre devrait tomber le 8 septembre, date du vote de confiance au Parlement. Peu importe si ce gouvernement tombe, peu importe si le Président nomme un nouveau Premier ministre, du PS, de la droite ou de l'extrême-droite, ou décrète une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale.

L'heure est à la lutte des classes : changeons de terrain, désertons les calendriers patronaux et institutionnels, faisons déborder le cours des événements, insufflons partout un climat de soulèvement social contre ceux et celles qui massacrent nos vies.

Ancrons les grèves dans les entreprises, occupons nos lieux de travail, bloquons l'économie ! Car, la France est en crise de régime : plus encore, après 10 ans de Macron, le ressentiment légitime explose contre des élites politiques et économiques qui pillent le pays et exploitent les travailleurs et les travailleuses : « ceux d'en haut ne peuvent plus et ceux d'en bas ne veulent plus ». Au passage, le meilleur antidote contre l'extrême-droite c'est la lutte des travailleurs et des travailleuses, côte à côte dans le combat de classe contre l'ennemi commun.

En avant pour tout bloquer dans l'unité du camp des travailleurs, par la généralisation des grèves, les actions offensives, les occupations de lieux de travail ! En avant pour faire déborder le mouvement social jusqu'à la victoire finale !

En avant pour en finir avec le statu quo, l'institutionnalisme et le capitalisme et son monde d'exploitation, de misère, de famine, de génocides et d'horreurs ! Fin du monde, fin du mois, même combat !

Malgré les remontées combatives des structures de base de la CGT, le CCN de ces mardi et mercredi, a accouché d'une position minimaliste de la Confédération qui s'en remet aux syndicats (alors qu'une partie de ces derniers a déjà fait entendre sa volonté d'entrer dans la bataille à partir du 10 septembre).

En clair, la Confédération CGT ne peut – sous peine d'être totalement discréditée – ignorer la mobilisation du 10 septembre comme certains le souhaiteraient. Mais, « dans le même temps », la Confédération CGT, de fait, refuse d'appeler, en tant que Confédération, à la grève nationale interprofessionnelle. La direction confédérale préfère lorgner du côté d'une intersyndicale improbable et inefficace qui appelle à une journée de grève et mobilisations le 18 septembre.

Erreur dogmatique et stratégique ? L'avenir nous le dira. Dans ce contexte, explosif, le mouvement syndical de classe doit prendre ses responsabilités et amplifier l'appel à la généralisation nécessaire des grèves. Poursuivons nos efforts pour mobiliser partout et le plus largement possible, par la grève et l'action, à partir du 10 septembre et au-delà !

TOUT BLOQUER pour tout reprendre !

Bulletin national des entreprises n°10

« ceux d'en haut ne peuvent plus,
ceux d'en bas ne veulent plus »

**Les patrons et leurs complices
au pouvoir pillent notre pays.**

**Ces dernières années, ces
parasites se sont gavés comme
jamais de notre sueur, nous
font mourir au travail, nous
insultent, écrasent nos vies.**

**INSURGEONS-NOUS PAR LA
GRÈVE OFFENSIVE !**

unitecgt.fr

5 raisons de « tout bloquer » à partir du 10/09

1/ Parce que sans nous, rien ne tourne

Sans nous, l'économie s'arrête. Bloquer le pays, c'est rappeler que le vrai pouvoir appartient à celles et ceux qui produisent les richesses.

Nous produisons, nous travaillons, nous décidons : il est temps d'exproprier les capitalistes et se réapproprier et nos lieux de travail et les richesses que nous créons.

2/ Défendre nos salaires et nos retraites

Par le gel des prestations sociales, par la mise en place des deux jours de travail forcé, par le gel des salaires et des pensions, le Pouvoir veut nous saigner pour garantir le train de vie des spéculateurs, des actionnaires et des riches.

Bloquer le pays, c'est mettre un terme à ce pillage organisé.

3/ Mettre un terme à l'offensive patronale

Le Pouvoir prépare des réformes encore plus dures. Au programme : nouvelle réforme régressive de l'assurance chômage, remise en cause de la possibilité de contester son licenciement...

Bloquer le pays, c'est enrayer la machine infernale et lancer la contre-offensive de notre camp.

4/ Imposer la justice sociale

Bayrou nous demande de sacrifier l'éducation de nos enfants, la santé de nos anciens, notre protection sociale, pour payer les intérêts d'une dette qui a servi à financer 211 milliards d'aide directe ou indirecte aux plus grandes fortunes.

Bloquer le pays, c'est exiger un autre partage des richesses, c'est se réapproprier nos outils

de travail, nos usines, nos entreprises, nos services. C'est imposer face à la logique du profit, la réponse aux besoins sociaux.

5/ Parce que l'histoire nous montre la voie

Nous connaissons l'histoire : en 1936, en mai 68, c'est par la grève, par le blocage, par la mobilisation ouvrière que nous avons conquis les congés payés, la sécurité sociale, les droits syndicaux.

Le 10 septembre, et après..., nous porterons l'héritage de ces luttes, de ces combats, par la grève comme outil de reconquête de notre dignité collective, comme porte-voix aux revendications que nous portons et manifestation de la force immense de la classe ouvrière et de l'ensemble du monde du travail !

#OnBloqueTout

#CommentToutBloquer quelques idées et suggestions...

Depuis l'éclosion des appels à "tout bloquer" à partir du 10 septembre, de nombreuses idées d'actions ont circulé et circulent. Cette recherche de créativité dans les luttes est salubre. Nous souhaitons ici apporter notre pierre à l'édifice en proposant 3 modalités d'action principales pour bloquer le pays dans la durée pour gagner.

Car, comme l'a déjà souligné le média "Contre-Attaque", "si le 10 septembre n'est qu'une addition de manifestations, même conséquentes, il n'y a aucune chance de faire reculer le gouvernement.", à l'image de la défaite du mouvement social contre la réforme des retraites. "Le risque est de reproduire à l'infini un scénario parfaitement maîtrisé par le gouvernement : des cortèges encadrés par la police, inefficaces, fortement réprimés s'ils débordent, et ne laissant aucune trace une fois la manif finie."

Alors, que faire ? Quelques idées...

Déjà, marteler les revendications pour une rupture radicale avec le capitalisme et la nécessité pour gagner de bloquer l'économie et la vie entière du pays.

Pour gagner le départ de Macron, Bayrou et leurs complices, l'annulation de la dette, la retraite à 60 ans, l'augmentation des salaires et la baisse des prix, il faut bloquer le pays.



Pour faire payer ceux et celles qui nous saignent et nous maltraitent, gagner la fermeture de la Bourse, l'expropriation des grands groupes qui sont placés sous le contrôle direct des travailleurs, la réponse aux besoins, il faut bloquer le pays.

En bref, pour gagner la Justice sociale et fiscale et la Démocratie directe, il faut bloquer le pays.

Idée N°1 (et la plus importante): on fait grève, "tous ensemble et en même temps", le temps

qu'il faut. Plus encore, on inscrit donc cette grève dans la durée avec les grèves reconductibles et/ou illimitées.

On explique que chacun et chacune est légitime à "poser son sac" et arrêter le travail : des agents d'entretien aux cheminots et fonctionnaires, des aides à domicile aux ouvriers de la pétrochimie, en passant par les contractuels de l'Education nationale, les fleuristes...

La généralisation des grèves dans tous les secteurs n'est plus impossible et doit se penser comme une offensive générale et partagée par tous et toutes : "tout bloquer pour tout leur reprendre."

Le souffle du 10 septembre, née de l'exaspération face au rouleau-compresseur permanent du Pouvoir ne retombera pas si ce soulèvement des consciences s'ancre dans les lieux de travail.

Ce n'est pas simple mais nécessaire : on doit convaincre autour de nous, sortir des automatismes. L'urgence sociale peut nourrir la révolte plutôt que le fatalisme. Alors, on s'organise avec nos collègues, notre syndicat CGT, notre collectif de lutte, pour bloquer l'entreprise/l'atelier/le service par l'arrêt de travail collectif.

Idée N°2. On s'installe physiquement dans le blocage. Avec le piquet de grève et l'occupation. On se rend compte que notre lieu de travail peut devenir autre chose qu'un simple outil d'exploitation. On investit NOS lieux et on OCCUPE jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Les grandes dates du mouvement ouvrier, à l'instar de 1936 et de 1968, ont pour point commun la bascule du mouvement social dans la grève et par l'occupation des usines. Une telle mobilisation et une telle accélération des consciences ne se commandent pas. Il suffit également parfois d'une seule étincelle pour enflammer la plaine...

Idée N°3. On paralyse les flux logistiques. Par la grève bien entendu des ouvriers des plateformes et par la multiplication des opérations "villes mortes" (comme en 2023 dans l'Ouest du pays, à Rennes et Nantes notamment) avec les blocages des axes

routiers et des périphériques, sans oublier l'occupation massive des ronds-points transformés, si nécessaire, en barrages routiers (comme en 2018 avec le mouvement des Gilets jaunes).

En 2023, des organisations CGT (syndicats comme UL ou UD) étaient parties prenantes, voire à l'impulsion, des opérations "villes mortes". Rien de surprenant : la nature même, et sa force principale, de notre Confédération Générale du Travail est justement d'être constituée de structures de différentes professions et secteurs qui unies notamment dans et par l'interpro, dans la Confédération, les UL et les UD, sont en capacité de croiser, coordonner, impulser, soutenir les luttes, grèves, actions offensives.

Cette capacité de coordination et d'action peut et doit nous servir d'outil majeur, avec la grève et les occupations, pour disloquer les flux économiques. Le patronat, comme ses complices au Parlement et au Gouvernement, ne connaît que le langage de la force. Nous devons faire plus que l'effrayer, nous devons les faire partir. Or, ils ne partiront ou ne lâcheront que s'ils y sont contraints. Nous devons donc rehausser le ton et l'action.

Les travailleurs ont la force de mettre à terre l'économie. Sous nous, rien ne tourne. Sans nous, rien n'est produit ou transformé ou échangé ou vendu.

Bloquer le pays par une grève totale à partir du 10 septembre, couper ou rétablir le courant, bloquer les périphériques, occuper les lieux de travail, notamment de production ou les plateformes logistiques : mettons notre imagination collective au service de la lutte !

PODCAST avec C. Liechti, SG CGT ENERGIE PARIS

VERS UNE GREVE MASSIVE ET OFFENSIVE DANS L'ENERGIE

Unité! - Juin 2025 **6**



Vidéo-Podcast disponible sur unitecgt.fr ou
sur nos différents réseaux sociaux

Voici une synthèse des réponses apportées par Cédric Liechti, secrétaire général de la CGT Energie Paris le 1er septembre, à la veille d'une grève massive et offensive sur les salaires dans l'énergie et qui peut converger notamment pour #ToutBloquer par la grève pour tout changer.

« Depuis 20 ans, les salariés des industries électriques et gazières (IEG) ont subi une perte de 20 % de leur pouvoir d'achat. La CGT organise une grève offensive, notamment en reconductible par endroits, à partir du 2 septembre.

Cette mobilisation, qui rompt avec les grèves défensives habituelles (comme celle contre la réforme des retraites de 2023), vise à obtenir de nouveaux conquits sociaux plutôt que de simplement réagir en permanence, et en défense, aux attaques patronales.

Le constat est clair : suivre l'agenda patronal, qui cherche à réduire les indices d'avancement et à "moderniser" (c'est-à-dire démanteler) la grille salariale commune aux 140 000 électriciens et gaziers, mène à une impasse. La CGT a donc décidé de prendre l'initiative avec une stratégie ouvrière, indépendante des volontés patronales et gouvernementales.

Les principales revendications sont :

1) Indexer le SMIC au bas de la grille salariale, ce qui équivaldrait à une augmentation de 9,3 % pour les 140 000 salariés de la branche, en réévaluant l'ensemble de la grille.

2) Mettre en place une échelle mobile des salaires, indexée sur l'inflation, comme cela existait en France jusqu'en 1982 et comme c'est encore le cas dans des pays voisins comme la Belgique ou le Luxembourg, pour protéger le pouvoir d'achat.

3) Abroger la réforme des retraites de 2023 pour un retour à la retraite à 60 ans, et, en attendant, ajouter deux échelons d'ancienneté (13e et 14e) à la grille des 12 existants pour compenser les cinq années de travail supplémentaires imposées par les réformes.

Cette grève, préparée tout l'été, s'appuie sur une mobilisation massive avec plus de 200 piquets de grève annoncés dès le 2 septembre, touchant tous les secteurs des IEG (nucléaire, transport, distribution, commercialisation, terminaux méthaniers). L'objectif est de frapper l'outil de production capitaliste pour forcer des avancées significatives. Les directions, inquiètes, ont déjà contacté la fédération CGT, signe que cette stratégie offensive, qui rompt avec la dépendance à l'agenda patronal, déstabilise. Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique plus large, en lien avec l'appel citoyen du 10 septembre pour un blocage national.

On y voit une continuité logique, répondant à un besoin populaire de résistance face à une guerre sociale menée par le capitalisme. Cet appel, initié hors des structures syndicales, trouve un écho favorable et reflète une exaspération générale contre les attaques répétées sur les droits sociaux. La CGT s'engage pleinement dans cette mobilisation, avec une stratégie de blocage de l'outil de production (nucléaire, transport, distribution, etc.) pour peser sur les négociations. Cette grève offensive pourrait ouvrir des perspectives majeures, non seulement pour les IEG, mais pour l'ensemble du monde du travail en France.

La CGT est appelée à jouer un rôle central, en tant que première organisation syndicale, pour organiser le mouvement de blocage général par la grève à grande échelle, de la base à la confédération. Il faut également faire le constat critique de la stratégie confédérale depuis plusieurs décennies, et notamment du « syndicalisme rassemblé » et de l'approche intersyndicale. Malgré des mobilisations puissantes, comme en 2023, les conquêtes sociales restent rares, et les défaites, comme sur les retraites, se répètent.

Face à la violence du capitalisme, la CGT doit adopter une stratégie de classe et de masse, avec la grève reconductible pour paralyser le pays, porter les revendications de la CGT pour reconquérir des droits comme un SMIC à 1800-2000 euros, une réduction du temps de travail ou la retraite à 60 ans. Il y a urgence d'une prise de conscience ouvrière face à une crise globale et à la montée des idées fascistes. La CGT, fidèle à ses principes et à la charte d'Amiens, doit construire un mouvement offensif avec l'obligation morale et politique d'engager une reconquête sociale massive pour toutes et tous.

LA GUERRE SOCIALE EN FRANCE

7



Grève massive et offensive dans l'énergie depuis le 2 septembre

En grève reconductible massive et offensive pour les salaires et de justes prix de l'énergie, à partir de ce 2 septembre, à l'appel de la FNME-CGT, les agents des industries électriques et gazières envoient un puissant signal de combativité et de détermination à l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

Ce mouvement qui déborde volontairement les calendriers de négociation institutionnels, patronaux et gouvernementaux, a d'ores et déjà annoncé sa volonté de converger et coaguler avec les appels à #ToutBloquer à partir du 10 septembre.

Un secteur entier et structurant de l'économie s'est levé, septembre s'annonce incandescent, l'heure est à l'offensive de la classe ouvrière pour TOUT reprendre !



Des milliers d'enfants dorment dans la rue en France

Selon un rapport publié entre autres par l'Unicef France, à la veille de la rentrée scolaire 2025, au moins 2 159 enfants, dont 503 de moins de 3 ans, sont restés sans solution d'hébergement après un appel au 115 (+6% par rapport à 2024 et + 30% par rapport à 2022). Ces chiffres, déjà accablants, ne peuvent que donner un aperçu sous-estimé de la réalité.



Grève inédite de rentrée à Radio France

Après une semaine de grève, l'intersyndicale de la radio publique a obtenu des engagements de leur direction sur plusieurs de ses revendications, notamment sur le projet de « réorganisation stratégique ». Les syndicats préviennent : « Si la Direction tente de trahir ses engagements, la mobilisation reprendra ! »



Mobilisation contre la fermeture de la Bourse du Travail cet été

En Seine-Saint-Denis, les syndicats se sont mobilisés contre la décision scandaleuse de la mairie de Saint-Denis de fermer la Bourse du travail pendant deux semaines cet été.

Cette fermeture, une première depuis cent trente ans, a lourdement pénalisé les travailleurs du département. La lutte des classes ne connaît ni "trêve estivale" ni "trêve des confiseurs".



Groupe Ducasse : Grève et victoire à Versailles !

La mobilisation inédite des salariés du restaurant ORE (groupe Ducasse) impulsée avec l'Union locale CGT de Versailles, a obtenu des avancées après plusieurs jours de grève : le retrait d'un manager contesté pour sa « brutalité sans nom » et une répartition équitable des pourboires.

NOUS REFUSONS DE TRAVAILLER POUR LA GUERRE

Journée Internationale d'Action pour la Paix
1er septembre 2025



La Fédération Syndicale Mondiale (FSM) a organisé le 1^{er} septembre 2025 une Journée internationale d'action des syndicats pour la paix.

Sous le slogan « Nous refusons de travailler pour la guerre », la FSM invite tous les syndicats à intensifier les luttes pour la paix et contre l'impérialisme, l'économie de guerre, la barbarie capitaliste.

La FSM appelle ainsi les travailleurs à boycotter la production, le transport et la facilitation d'armes, ainsi que toute collaboration avec l'occupation israélienne ou d'autres conflits.

Les syndicats doivent se retrouver en première ligne pour une mobilisation mondiale contre la guerre, selon la Fédération Syndicale Mondiale qui appelle à engager des actions militantes pour enrayer la course à la guerre et promouvoir l'internationalisme et la lutte des classes.

Face à l'intensification des guerres, comme en Palestine et en Ukraine, à la montée des dépenses militaires (notamment la décision de l'OTAN en 2025 de porter les budgets de défense à 5 % du PIB des pays membres, contre 2 % auparavant), et à la résurgence du fascisme, du

racisme et de la xénophobie, **la FSM insiste plus que jamais sur l'urgence de lutter pour la paix.**

La FSM souligne par ailleurs que l'économie de guerre aggrave les conditions de vie des classes populaires, déjà frappées par l'inflation, la hausse des prix et les politiques d'austérité. Les rivalités entre grandes puissances impérialistes, motivées par le contrôle géopolitique et économique, n'apportent que mort, pauvreté et misère.

La FSM dénonce ainsi l'escalade des budgets militaires mondiaux, qui dépassent 2 000 milliards de dollars, principalement concentrés dans 15 pays, alimentant les tensions et le risque d'une guerre impérialiste généralisée.

L'Internationale syndicale rouge critique également les syndicats jaunes et les dirigeants de la Confédération syndicale internationale (CSI) qui, par leur silence ou leur soutien implicite, appuient les plans militaristes impérialistes.

Les travailleurs, selon la FSM, exigent que ces ressources soient réorientées vers leurs besoins essentiels : santé, éducation,

salaires décents, retraites et prestations sociales, plutôt que de financer guerres et profits des monopoles capitalistes.

La FSM revendique ainsi la fin immédiate des conflits et interventions impérialistes, la dissolution de l'OTAN et de toutes les coalitions militaires, ainsi que l'abolition des armes nucléaires. Elle appelle également à un cessez-le-feu en Ukraine, au Yémen, au Soudan et ailleurs, et condamne fermement les crimes contre le peuple palestinien, exige l'arrêt du génocide, du nettoyage ethnique et de l'utilisation de la famine comme arme de guerre, la fin de l'occupation terroriste israélienne, l'application du droit au retour des réfugiés palestiniens et la création d'un État palestinien indépendant sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

L'organisation internationale de classe et de masse s'oppose également aux agressions israéliennes contre le Liban, la Syrie et l'Iran, ainsi qu'aux sanctions et embargos imposés par les États-Unis et l'Union européenne, qui imposent aux peuples des sacrifices supplémentaires.